



Déclarations et Discours

N° 75/19

EXTERNAL AFFAIRS
AFFAIRES EXTERIEURES
OTTAWA

III 25 1975

LIBRARY / BIBLIOTHÈQUE
REFERENCE

L'OTAN: PUISSANCE ET RÉALITÉ

Note pour le discours du très honorable Pierre Elliott Trudeau, premier ministre du Canada, au Sommet des pays membres de l'OTAN, Bruxelles, le 30 mai 1975.

Un des principaux alinéas de la Déclaration d'Ottawa proclamait la volonté de chacun des États membres de l'Alliance atlantique de sauvegarder les principes de la démocratie, du respect des droits fondamentaux, de la justice et du progrès social.

Plus que tout autre, c'est cet alinéa de la Déclaration qui distingue l'OTAN du pacte de Varsovie. Et, plus fondamentalement encore, c'est de cette volonté qui y est marquée qu'émane la force vive de l'Alliance.

Pourtant, alors même qu'elles nous distinguent, qu'elles font notre force, la liberté et la démocratie créent chez nous des problèmes que ne connaît pas du tout le bloc soviétique.

Contrairement à ce qui se passe dans les pays du pacte de Varsovie, nous ne pouvons pas, nous, chefs de gouvernement, simplement proclamer notre appui à l'OTAN. Encore faut-il, pour ne pas être mis en minorité ou contraints de changer de politique, que nous parvenions à persuader le corps électoral de la valeur de l'Alliance.

Contrairement à ce qui se passe dans les pays du pacte de Varsovie, notre instinct nous porte à ne pas nous en remettre aveuglément aux diagrammes et aux chiffres que préparent nos conseillers militaires, si éloquents et compétents puissent-ils être. Car nous exigeons, avec nos électeurs, le droit de remettre les choses en question, de demander des preuves.

Et c'est précisément de cette liberté et de cette démocratie, dont la sauvegarde nous intéresse au point de cimenter notre union, que jaillissent à la fois notre détermination et nos doutes.

Nous ne pouvons pas, sans communauté de but, et pas davantage sans une entière compréhension des objectifs de l'Alliance, espérer emporter l'adhésion automatique de nos populations, leur insuffler la foi en l'OTAN. Nous ne pouvons pas non plus, tout particulièrement en ces temps d'incertitude économique, miser sur une acceptation unanime par nos compatriotes de l'augmentation du budget de la défense. Nous ne pouvons, non plus, tenir indéfiniment pour acquise